

Grande manifestation contre TISA

GENÈVE • *Hors de toute institution démocratique, une cinquantaine de pays négocient actuellement la déréglementation des services publics.*

CHRISTIANE PASTEUR

Samedi prochain, 11 octobre, une manifestation d'envergure se déroulera à Genève et dans une quarantaine d'autres villes en Europe. Son objectif? Alerter la population et dénoncer les négociations en cours autour de l'accord sur la libéralisation des services, connu, ou plutôt méconnu, sous l'acronyme TISA (pour *Trade in services agreement*). Ces négociations ont débuté le 28 avril dernier, au sein de la mission australienne auprès de l'ONU, à Genève, dans la plus grande discrétion (lire nos éditions des 12 et 29 avril). Réunissant cinquante pays, dont la Suisse et l'Union européenne, elles pourraient mettre en péril l'avenir des services publics tels que la santé, l'école ou l'énergie.

«Le but de TISA est de faire sauter tous les obstacles à la libre concurrence. Le secteur subventionné serait alors perçu comme une concurrence déloyale vis-à-vis des entreprises privées», a prévenu hier Paolo Gilardi, membre de la Gauche anticapitaliste, à l'occasion d'une conférence de presse. Et de donner des exemples concrets. Un bureau d'audit privé pourrait se substituer à l'Inspection fédérale des installations hydroélectriques, chargée notamment de contrôler le barrage de la Grande-Dixence. La Webster University pourrait prétendre être subventionnée à la même hauteur que l'Université de Genève. Ou McDonald's être chargé des cantines scolaires.

«Il s'agit d'un transfert de richesses vers les plus friqués, d'un pillage du bien commun», affirme Laurent Tettamanti du Mouvement vers une révolution citoyenne (MVR). «Qui pourra se payer l'école privée, la clinique privée, le massage des poubelles privé? Et pendant ce temps les services publics se retrouveront en lambeaux.»

Faire passer ce qui a échoué à l'OMC

Problème principal: si contraignantes que soient ses dispositions, l'accord TISA ne serait pas soumis à votation po-

pulaire. Comme l'an passé pour l'accord de libre-échange avec la Chine. Pourquoi devrait-il en être autrement puisque, selon le SECO (Secrétariat à l'économie), TISA constitue pour la Suisse «une opportunité pour renforcer sa compétitivité internationale»...

D'autres traités sont actuellement négociés comme TAFTA et CETA entre l'Union européenne, les Etats-Unis et le Canada, a rappelé Jacques Cambon, d'Attac-Haute-Savoie «Il s'agit d'une offensive généralisée de la finance internationale visant à faire passer, en petit comité, ce qui a échoué dans le cadre des accords multilatéraux de l'OMC.»

Interpellations parlementaires

Aujourd'hui la riposte s'organise. Outre la manifestation de samedi prochain, qui s'annonce conséquente puisque des cars seront affrétés depuis

la France voisine, plusieurs actions ont été entreprises. La conseillère nationale verte, Aline Trade a déposé deux interpellations parlementaires et son collègue socialiste Carlo Sommaruga deux questions auprès du Conseil fédéral sur ce sujet. A Genève, le député Roger Deneys (PS) a déposé un

projet de résolution qui sera discuté en commission de l'économie. Les communes de Carouge, Meyrin et Genève sont également saisies.

Manifestation samedi 11 octobre à 14h30 au départ de la zone piétonne du Mont-Blanc. Précédée à 10h30 d'une rencontre-débat avec Thomas Porcher, économiste français à Uni-Bastions.

Les organisateurs doivent payer... les TPG!

Les **Transports publics genevois (TPG)** ont exigé des organisateurs des émoluments pour l'utilisation de leurs voies durant la manifestation. Du jamais vu! «Depuis le début de l'année, nous facturons systématiquement toutes les prestations que nous fournissons, qu'il s'agisse de détournements de lignes ou de collaborateurs engagés sur le terrain, comme ce sera le cas le

11 octobre», explique Isabelle Pereira, chargée de communication aux TPG. «Il s'agit d'une décision d'entreprise car il nous faut trouver des sources de financement.» A combien se monteront les émoluments? «Nous allons établir un devis dont les organisateurs pourront discuter avec nous.» Ceux-ci ont d'ores et déjà prévenus qu'ils ne payeront rien. CPR



Le 28 avril, des militants manifestaient près de la mission d'Australie contre la négociation de l'accord TISA. JPDS

QUARTIER DES SEMAILLES

Une lettre ouverte divise les socialistes

La **lettre ouverte** autour du plan localisé de quartier des Semailles (notre édition de jeudi) fait parler d'elle sur les réseaux sociaux. Sur Facebook, le député socialiste Roger Deneys accuse les auteurs de «laver leur linge sale en public» et souligne «l'élégance et la courtoisie très relatives» de la démarche.

«Je l'assume pleinement et si c'était à refaire je le referais», déclare Nicole Valiquier, députée socialiste cosignataire de la lettre. Nous défendons simplement la politique du parti en matière de logement.» Carole-Anne Kast, présidente du parti, a annoncé qu'elle réglerait cela

à l'interne, de remarquer que faire étalage d'un désaccord dans la presse ou sur Facebook revient quasi au même.

À l'origine de la motion de la discorde, la députée UDC Christina Meisner défend bec et ongles son plan localisé participatif aux Semailles. Dans une lettre ouverte, elle exprime sa déception face au courrier socialiste. Et de fustiger le cosignataire Alberto Velasco «prêt à faire rouler les bétonneuses sur les maisons de ceux-là même qu'il défendait en février contre une croissance de masse démesurée.» SRO

EN BREF

DÉBAT INTERCULTUREL Dialogue Nord-Sud de paysannes

A l'occasion de l'année internationale de l'agriculture familiale, Swissaid et l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales organisent un «Dialogue entre paysannes». L'objectif? Permettre à huit femmes paysannes originaires de Birmanie, de Colombie ou encore du Tchad de rencontrer leurs homologues helvétiques et de débattre de leurs défis communs mais aussi de leurs différences. Les agricultrices sillonneront la Suisse de Genève à St-Gall et tiendront des conférences publiques sur des sujets tels que l'agroécologie ou encore l'agriculture de montagne. La première d'entre elles aura lieu lundi 6 octobre à Aire-la-Ville dans le canton de Genève. MMK Programme complet disponible sur www.swissaid.ch.

LITTÉRATURE

Lectures à la Galerie

À l'occasion de leurs 20 ans, les «Lectures publiques» proposent, ce dimanche, un événement littéraire, conviant une dizaine d'auteurs dont Pascal Rebetez, Heike Fiedler ou encore Daniel de Roulet. Ces invités liront leurs propres écrits inédits de 14h30 à 21h30 à la Galerie, un bar associatif du quartier des Grottes (13, rue de l'Industrie). L'entrée est libre. FED

LOI SUR LA POLICE

Pandores pour le référendum

Suivant la recommandation de leur comité directeur, les membres des syndicats des différents corps de police ont décidé jeudi de soutenir le référendum lancé par le MCG contre la nouvelle loi sur la police. ATS

PUBLICITÉ



Théâtre Du mercredi 15 au vendredi 17 octobre à 20h30

The Valley of Astonishment

Peter Brook – Marie-Hélène Estienne

THÉÂTRE
FORUM
MEYRIN



forum-meyrin.ch / Théâtre Forum Meyrin, Place des Cinq-Continents 1, 1217 Meyrin
Billetterie + 41 22 989 34 34 du lu au ve de 14h à 18h
Service culturel Migros, Stand Info Balevert / Migros Nyon-La Combe

«Un but un franc» récolte 13 000 francs

SOLIDARITÉ • *Un centre d'accueil à Rio pour les enfants des favelas passera l'année.*

Le but a été atteint. L'opération «un but un franc», lancée pendant la Coupe du monde de football a permis de récolter très précisément 13 372 francs et 57 centimes, nous a confirmé hier Stéphane Guex Pierre à l'origine de l'initiative. Le chèque a été remis hier à la présidente de «Sorriso No Morro», une association qui prend en charge des enfants d'une zone défavorisée de Rio.

Le principe de l'opération était simple: les personnes qui souscrivaient au principe s'engageaient à verser un franc par but marqué. Elle était parrainée par plusieurs personnalités politiques comme Luc Barthassat (conseiller d'Etat), Sami Kanaan (maire de Genève), ou Carole-Ann Kast (maire d'Onex). Des présidents de clubs de foot genevois avaient aussi apporté leur soutien.

Les organisateurs espéraient atteindre la barre des 10 000 francs. Ils l'ont donc dépassée. L'argent a été entièrement versé à ce centre d'accueil d'enfants âgés de 3 à 11 ans, à Rio de Janeiro au Brésil. «Nous prenons en charge 65 jeunes, en leur proposant des activités formatrices le matin ou l'après-midi, puisque par manque de moyens l'école n'est dispensée qu'à mi-temps», explique Cathy Garcia, présidente de Sorriso No Morro. Avec également la fourniture d'un repas.

La somme versée hier «me sauve l'année», explique Mme Garcia qui doit trouver chaque mois l'équivalent de 5000 francs pour équilibrer ses comptes. PBH

www.sorrisosnomorro.com

EXPOSITION EN PLEIN AIR

La Ville affiche sa diversité

Trois cent œuvres réalisées par huit photographes seront affichées du 6 au 19 octobre en Ville de Genève ainsi que dans le hall principal de la gare Cornavin. L'exposition «Vis-à-vis», présentée mardi par Sami Kanaan, chargé du Département de la culture et des sports et maire de la Ville de Genève, a été inaugurée hier à la gare.

Un regard inhabituel, loin de toute représentation traditionnelle, c'est ce qu'ont tenté d'offrir les photographes. Par exemple, les clichés noir et blanc de Patrick Lopreno, pris aux Pâquis et à Sécheron, ou encore les objets insolites immortalisés par Elisa Lavergo aux Charmilles et à Saint-Jean proposent des esthétiques très diverses et suscitent un regard renouvelé sur ces quartiers.

Les photographies, prochainement réparties sur l'ensemble du territoire communal et affichées sur plus de

deux cents supports publicitaires ainsi qu'à la gare, s'intègrent à l'aménagement urbain mais captent aussi des scènes renvoyant à l'évolution continue propre à la Ville, au gré de la diversité qui est la sienne. Clichés d'acrobates aux Grottes, zone industrielle des Acacias, réunion de quartier ou repas en EMS au Petit-Saconnex documentent ces réalités singulières. «Nous souhaitons aussi sortir l'art de ses lieux habituels et l'amener dans les espaces publics», a expliqué M. Kanaan.

L'opération a été permise par la collaboration de la Ville de Genève avec la Société générale d'affichage et les CFF moyennant un budget total de 90 000 francs.

Tout au long des trois semaines que dure l'exposition, des visites à pied, à vélo ou en roller seront guidées par les photographes et les coordinateurs du projet. FLORIAN ERARD